

Quelle place pour les 12-16 ans dans les communes de Savoie?

Dans les territoires ruraux du département de Savoie

Suite à une étude départementale sur la place des jeunes, et particulièrement la situation des 12-16 ans dans les petites communes, le Conseil général a décidé d'impulser une politique d'animation jeunesse à l'échelon des cantons (regroupements de communes).

Une politique départementale

A partir d'un cadre de conventionnement triennal harmonisé, regroupant le Conseil général, la Caisse d'allocations familiales (CTL) et l'État (CEL), le projet est mis en œuvre par le regroupement de communes.

L'opérateur peut être une association locale couvrant la totalité du territoire concerné, une association créée pour l'occasion, une collectivité. Les fédérations de l'Éducation populaire sont invitées; elles contribuent à la réalisation du programme.

Contact: francas73@club-internet.fr

Une politique départementale de jeunesse, inter partenariale permet d'accompagner des initiatives locales en faveur des « 12-16 ans ».



Points de repère

Sous l'impulsion du Conseil général, les acteurs éducatifs d'un territoire se mobilisent, coordonnent leurs propositions et mutualisent leur expérience.

Le dispositif comprend des « **Rendez vous** » des coordinateurs et animateurs et des « **Rendez vous** » des organisateurs.

La mise en place d'une politique de jeunesse volontariste, portée par les institutions et les collectivités, en direction d'autres collectivités locales pose la question de la participation des associations, de la « vie associative ».

Témoignage

Jocelyne Carron, déléguée des Francas en Savoie

« Cette démarche a permis de couvrir la totalité du territoire départemental en structures d'animation destinées aux adolescents et aux jeunes, et de créer une cinquantaine de postes d'animateurs. Les projets intercommunaux globaux ont renforcé des solidarités entre communes, permettant aux plus petites de disposer d'un service qu'elles n'auraient pu développer seules.

Cependant cette démarche comporte des risques: la prise en main par les collectivités locales, a abouti parfois à des créations de services de consommation d'activités dont l'unique indicateur de réussite s'exprime en nombre de journées « jeunes » réalisées.... »